

Bertrand Russell, *L'autorité et l'individu*, trad. de l'anglais par Michel Parmentier, Québec, Les Presses de l'Université Laval, coll. «Zétésis», 2005, 119 pages.

Isabelle Martineau

Volume 33, numéro 2, automne 2006

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/013903ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/013903ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société de philosophie du Québec

ISSN

0316-2923 (imprimé)

1492-1391 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martineau, I. (2006). Compte rendu de [Bertrand Russell, *L'autorité et l'individu*, trad. de l'anglais par Michel Parmentier, Québec, Les Presses de l'Université Laval, coll. «Zétésis», 2005, 119 pages.] *Philosophiques*, 33(2), 541-545.  
<https://doi.org/10.7202/013903ar>

me direz-vous. Mais il existe des micro-organismes dont on ne peut pas dire s'il s'agit d'animaux ou de plantes. « Eh bien alors, des organismes vivants », me direz-vous. Mais il existe des choses dont on ne peut pas dire s'il s'agit d'organismes vivants ou non. Vous en serez réduits à dire : « Deux entités et deux entités font quatre entités. » Quand vous m'aurez dit ce que vous voulez dire par « entité », nous reprendrons la discussion (p. 91).

Cela dit, les mathématiques sont néanmoins d'une grande valeur, puisqu'elles « fournissent les meilleures hypothèses de travail pour comprendre le monde » (p. 93), ce dont témoigne le rôle crucial des innovations de cette discipline dans le progrès de la physique.

Russell a réalisé ici un exploit pédagogique. L'éditeur a eu raison de ne s'en tenir, pour toute présentation de l'ouvrage, qu'à un court texte en quatrième de couverture. Car *L'art de philosopher* est capable de faire saisir l'esprit de la démarche philosophique à n'importe quel néophyte, qui du reste ne manquera certainement pas de sourire aux réflexions morales à l'efficacité douteuse dont Russell assaisonne ses propos.

ISABELLE MARTINEAU  
Université de Montréal

Bertrand Russell, *L'autorité et l'individu*, trad. de l'anglais par Michel Parmentier, Québec, Les Presses de l'Université Laval, coll. « Zêtésis », 2005, 119 pages.

Ce livre réunit les textes d'une série de six conférences diffusées en 1948 sur les ondes de la BBC, qui avait invité Bertrand Russell pour inaugurer son programme annuel des *Reith lectures*.

Le but de l'auteur est ici de répondre à la question suivante : « Comment pouvons-nous combiner le degré d'initiative individuelle qui est nécessaire au progrès avec le degré de cohésion sociale nécessaire à la survie ? » (p. 1). Russell propose de répartir le pouvoir selon un modèle qui s'apparente au socialisme de guilde, une approche qui allie certains éléments de l'anarchisme au socialisme. À cet égard, ce livre s'inscrit dans la lignée des *Principles of Social Reconstruction* et des *Roads to Freedom*. Mais, quoique la possibilité d'établir un tel système, de même que les présumés bienfaits de ce dernier soient justifiés par des considérations sur la nature humaine, l'auteur s'abstient de recourir abusivement à la psychanalyse et demeure muet quant à ses prescriptions antérieures qui voulaient que l'éducation des dirigeants puisse modérer leurs visées de domination. Ainsi, sans aller jusqu'à démentir l'opinion selon laquelle Russell était, en fait de politique, plus doué pour l'action que pour la théorie, *L'autorité et l'individu* présente néanmoins une réflexion qui est moins empreinte de ce que certains ont qualifié de naïveté.

Toutefois, en plus d'un certain manque de systémativité, l'ensemble souffre de nombreuses répétitions et de ce que la plupart des idées avancées demeurent

au stade de l'ébauche, conséquences presque inévitables du format original de ce qui est livré ici.

Par ailleurs, tout en étant très précise, la traduction de Michel Parmentier a su préserver une articulation naturelle à la prose russellienne.

La première conférence, « La cohésion sociale et la nature humaine » traite autant des conditions favorables à la coopération que des causes possibles d'effondrement d'une organisation.

Prenant appui sur les travaux d'Arthur Keith, Russell soutient que malgré l'évolution de l'humain sur les plans social, politique et technique depuis le paléolithique, nous demeurons pratiquement inchangés sur le plan biologique. Or la coopération avec nos semblables et la violence envers ceux qui ne font pas partie de notre communauté seraient des instincts, et donc des composantes biologiques qui nous animent toujours (p. 5). Russell en veut pour preuve que ces instincts se sont toujours manifestés d'une façon ou d'une autre dans les communautés humaines, quelles qu'en soient les formes d'organisation (pp. 6-8).

Ainsi, notre famille et les autres familles, notre tribu et les autres tribus, les conquérants et les conquis, les membres de notre religion et ceux qui ne le sont pas, notre nation et les autres nations et, finalement, les pays communistes et les pays capitalistes sont autant de façons de démarquer les « amis », « ceux envers qui nous pratiquons une morale de coopération », des « ennemis », « envers qui nous pratiquons une morale de compétition » (pp. 8-9).

Cependant, la coopération n'étant vraiment naturelle qu'envers la famille, la cohésion parmi les organisations plus vastes ne se maintient que par la conviction, fondée ou non, d'avoir un ennemi commun (p. 6). Aussi Russell, qui par ailleurs a cru à la possibilité de la paix mondiale, ne prévient-il pas néanmoins que cette dernière ne pourra être instaurée que si l'humain trouve un exutoire à ses pulsions agressives qui soit aussi satisfaisant que la guerre. À cet effet, il propose que les sports, la politique et la rivalité dans le domaine des arts aient plus d'importance dans la vie quotidienne (p. 12), et précisera à plusieurs occasions que ce qu'il entend ici est que les gens doivent avoir l'occasion de s'impliquer activement dans ces domaines, de sorte que leurs idées et leurs projets influencent sensiblement leurs semblables.

Bien entendu, nous explique Russell, l'humain est également un être rationnel à qui il arrive de fonder des organisations sur des principes qui n'ont rien à voir avec l'instinct. Mais si le mode de vie y est par trop contraire à l'instinct, la société risque de s'effondrer soit parce que le « naturel » prendra inmanquablement le dessus et la cruauté s'installera, soit parce qu'une apathie générale surgira et que personne ne voudra plus accomplir quoi que ce soit, comme ce fut le cas chez des Papous qui ont été coupés subitement de leur mode de vie traditionnel sans se faire offrir de substitut à leurs activités violentes (pp. 10-11 et 13).

Ainsi, l'autorité est l'un des moyens d'assurer la cohésion sociale, mais doit être limitée de façon à laisser le plus d'espace possible à l'initiative per-

sonnelle. Quant à cette dernière, elle est à la fois un moyen et une fin. Si elle constitue la façon par excellence d'éviter la guerre et d'assurer le progrès, ces deux-là n'ont de valeur que parce qu'ils permettent aux individus d'être heureux, ce qui survient lorsque ces derniers peuvent accomplir des réalisations personnelles. Les trois conférences suivantes, intitulées respectivement « La cohésion sociale et le gouvernement », « Le rôle de l'individualité » et « Le conflit entre la technologie et la nature humaine » traitent toutes, pour l'essentiel (malgré ce que leur titre peut dans certains cas laisser entendre), des effets néfastes d'une autorité mal exercée, quoique l'auteur y présente également quelques suggestions pour favoriser les initiatives personnelles.

L'idée principale ici est que, tant dans les pays socialistes qu'au sein des démocraties libérales, la centralisation est la principale tare des organisations qui influencent la vie quotidienne des individus, à savoir le gouvernement, les grandes entreprises et les organisations publiques telles que les universités et le système postal. Ainsi, la centralisation allant de pair avec une hiérarchie stricte et, qui plus est, tentaculaire, il s'ensuit que le pouvoir décisionnel de la majorité des individus quant à la façon de conduire leur vie est pratiquement insignifiant.

En tant que citoyen, l'individu n'a qu'une chance infime de pouvoir améliorer le sort de sa nation par la concrétisation d'une idée innovatrice, compte tenu d'une part que ses représentants politiques immédiats sont ceux qui ont le moins de pouvoir au sein du gouvernement, et d'autre part que l'aboutissement d'un tel projet implique que l'idée franchisse avec succès une multitude de paliers hiérarchiques (pp. 29-30). Quant à la participation aux élections, l'influence d'un vote est de l'ordre de la fraction de millionième (p. 91). L'individu moyen perçoit donc les gens de son gouvernement comme une poignée de privilégiés qui ignorent tout de sa réalité (p. 76). Russell prône donc la formation de petites collectivités dans l'État, au sein desquelles il serait possible d'instaurer une démocratie directe (p. 68).

Les arts et les sciences sont d'autres domaines pour lesquels seul un petit nombre d'individus verront leur œuvre reconnue dans nos vastes États centralisés. En ce qui concerne les scientifiques, ils doivent travailler pour l'intérêt des dirigeants plutôt que de servir l'humanité, sans quoi ils se voient refuser le financement nécessaire à la conduite de leurs recherches (pp. 44-47). Quant aux artistes et aux penseurs, ils sont d'une part soumis aux standards d'une poignée d'académies (pp. 40-41), et d'autre part appelés à ne se mesurer qu'aux élites des métropoles (p. 52). Le sort que l'on réserve aux gens talentueux est d'autant plus regrettable, nous dit Russell, que ces derniers ont de tout temps été les principaux initiateurs du progrès (p. 37). La décentralisation donnerait une plus grande liberté à ces gens exceptionnels et favoriserait la diversité culturelle (pp. 52-53).

Finalement, en tant que travailleur, l'individu contemporain est trop souvent confiné à des tâches monotones, pour lesquelles il ne fait appel qu'à une petite quantité de ses aptitudes et compétences, conséquences de la façon dont

la technologie moderne est utilisée pour l'organisation du travail (pp. 73-74). Qui plus est, les grandes entreprises sont des lieux où règne une hiérarchie guère moins rébarbative que celle dont est constituée l'État. Voilà donc réunies les conditions idéales de la démotivation générale. Russell suggère ici que les employés élisent les cadres et les contremaîtres (p. 74), que les hauts dirigeants soient plus accessibles aux employés des échelons inférieurs (pp. 75-76) et que les unités de travail soient réduites (l'auteur soutient même que la technologie contemporaine permettrait que ces unités se trouvent dans différentes localités, ce qui éviterait la concentration urbaine) (pp. 78-79). De plus, Russell se montre favorable à des programmes de partage des profits et à l'implication de tous les employés dans les décisions importantes de l'entreprise (p. 94).

Après avoir dénoncé ces misères des sociétés industrielles, il consacre l'essentiel de sa cinquième conférence, « L'autorité et l'initiative : leurs domaines respectifs », à préciser les champs de compétence qu'il reconnaît à l'État. Ainsi, ce dernier devrait assumer les trois fonctions suivantes. D'abord, le gouvernement devrait garantir la sécurité, laquelle comporte trois volets, à savoir, premièrement, la protection de la vie et de la propriété, ce qui inclut notamment de faire respecter les droits et libertés, deuxièmement, la défense du territoire national (idéalement, un éventuel gouvernement mondial devrait avoir le monopole de l'utilisation des armes de guerre) et, troisièmement, l'État doit garantir la sécurité économique par des programmes d'assurance contre le chômage et la maladie et par des pensions de vieillesse (pp. 82-84).

Ensuite, l'État doit être responsable de la justice, notamment politique (qui consiste à assurer la démocratie), et économique, laquelle requiert « l'étatisation des industries clés et une réglementation considérable du commerce extérieur » (p. 84-86).

Finalement, l'État doit assurer l'entretien des grandes infrastructures d'utilité commune, telles que les routes, de même que la conservation des ressources naturelles (p. 86).

Il est également un certain nombre de domaines qui, sans relever directement de l'État, doivent néanmoins être régis par ce dernier. À cet égard, on doit notamment empêcher les monopoles dans le domaine des publications et financer la recherche scientifique (pp. 90 et 102).

Tous les autres aspects de la vie sociale doivent être délégués à des groupes les plus petits possibles et à des gens qui ont un intérêt pour le domaine qu'on leur confie (p. 92). En ce qui concerne les entreprises privées, l'auteur ne s'oppose pas à leur existence dans la mesure où on y pratique la démocratie et on reconnaît la valeur de la créativité de tous les employés (p. 94).

Ce livre est clos par une conférence intitulée « L'éthique individuelle et l'éthique sociale », dans laquelle Russell veut montrer que sa défense de l'individu et de l'initiative personnelle est tout à fait acceptable, voire souhaitable, sur le plan moral.

Il est généralement admis, explique Russell, qu'il peut y avoir opposition entre ce qui est dicté par quelque code social et ce que l'on juge personnellement être bien. La forme la plus radicale de cette sorte d'antagonisme est l'objection de conscience. Or cela montre que les gens peuvent avoir une éthique personnelle, laquelle peut être comparée, dans la religion chrétienne, au devoir envers Dieu, alors que l'éthique sociale est à rapprocher du devoir envers son prochain (p. 106).

Russell poursuit en soutenant que l'éthique personnelle ne consiste pas seulement en la possibilité de formuler des jugements moraux personnels mais également à entreprendre des projets qui répondent à nos passions et intérêts plutôt qu'à de simples considérations d'utilité (car l'éthique sociale est tout à coup assimilée à l'utilité sociale) (p. 106), le tout dans le principal but d'« éviter que la vie humaine devienne grisâtre et sans intérêt » (p. 108).

Le mot de la fin va aux perspectives pour l'avenir, à l'égard duquel Russell nous enjoint de n'être pas trop sceptiques. Certes, « nous sommes [...] opprimés par les grandes forces impersonnelles qui gouvernent notre vie quotidienne et qui continuent à faire de nous des esclaves [...] » (p. 115). Mais « tout cela n'est aucunement nécessaire : il n'y a rien dans la nature humaine qui rende ces maux inévitables » (p. 118), ce qui, pour Russell, constitue la principale source d'espoir en un monde où règneront un jour la paix et le plein épanouissement des individus.

ISABELLE MARTINEAU

Université de Montréal

Joëlle Proust, *La nature de la volonté*, Paris, Gallimard, 2005, 363 pages.

Avec ses collègues de l'Institut Jean Nicod, Joëlle Proust a contribué plus que quiconque à introduire dans la philosophie française les thèmes et les méthodes de la philosophie de l'esprit. Se réclamant depuis déjà plusieurs années d'une approche « naturaliste », Joëlle Proust souhaite « mettre en harmonie l'explication philosophique et les données de l'expérience humaine dans son ensemble » (p. 11). Sans tomber dans le réductionnisme ou le positivisme vieille école, ce naturalisme se démarque par une volonté de mettre la philosophie à niveau avec les sciences dures. L'accent est mis sur les neurosciences et la psychologie, et c'est bien de ces disciplines que s'inspire une philosophie qui ne prétend plus à aucun exceptionnalisme.

Après avoir consacré ses travaux précédents au problème de la conscience animale (*Comment l'esprit vient aux bêtes ?* Gallimard, 1997 ; *Les animaux pensent-ils ?* Bayard, 2003), Joëlle Proust reprend ici avec puissance un thème classique : qu'est-ce que l'action ? À quel moment une action peut-elle être dite volontaire ? Moins connu que son questionnement sur la conscience animale, ce thème est cependant loin d'être nouveau chez Joëlle Proust, qui a consacré de nombreux articles à la question de la subjectivité, à celle des actes